

GUERRE D'ALGERIE : TEMOIGNAGE

Préface à l'édition sur le Site de Coup de Soleil en Essonne, mars 2003.

Le texte suivant a été rédigé pour la revue Azrak il y a aura bientôt 2 ans. Il l'a été dans un contexte marqué alors par la publication du livre-témoignage du Général Aussaresses et les débats qui ont suivi en France et en Algérie, notamment autour de la question de l'ouverture d'un procès pour crime contre l'humanité. En regard de ce témoignage j'ai apporté le mien en essayant de me positionner sur la question précitée (on le lira à la fin de mon texte). En 2003, l'émotion suscitée par le livre du général Aussaresses est quelque peu retombée et d'autres événements graves nous sollicitent. Il n'est plus trop question d'ouvrir quelque procès que ce soit en France (force est de constater aussi qu'en Algérie on ne voit pas se dessiner l'ombre d'un retour officiel sur les crimes commis contre les Harkis, pour ne citer qu'eux).

Où est la vraie question, d'ailleurs ? Sans revenir sur ce que j'exprime dans le dernier paragraphe du texte qui suit, j'ajouterai seulement que le « devoir de mémoire » n'a de sens que s'il s'accompagne d'un honnête examen de conscience visant à se rapprocher de son semblable (certains, dont moi-même, ont parfois évoqué un « devoir de repentance », mais cette expression me semble tout compte fait impropre). Ce n'est pas mépriser la justice des hommes –nécessaire mais trop souvent manipulée à des fins partisans- que de remarquer combien en l'absence de ce travail sur soi, individuel et collectif (on est dans ce que l'Islam appelle « ichtihad », si je ne me trompe) on reste dans la polémique sclérosée, inutile, et le mal-être. Il m'importe au premier chef de contribuer à ce que les miens, les Pieds-Noirs de ma génération en tout cas, fassent cet effort, pour eux-mêmes : ne pas trahir sa mémoire et s'ouvrir à celle de l'autre, une voie difficile pour trouver la paix ; beaucoup l'ont déjà fait, il ne serait trop tard que pour ceux qui sont déjà morts dans leurs tête.

Témoignage

La guerre d'Algérie a duré de 1954 à 1962. J'avais 14 ans passés quand elle a commencé et 22 ans à sa fin. Elle me poursuit sans cesse dans mes souvenirs comme une des périodes les plus fécondes pour ma formation d'homme et comme la plus dure à vivre. Aujourd'hui, en 2001, les faits se sont éloignés dans le temps mais ils rattrapent ceux qui ont voulu les fuir, notamment les responsables politiques et militaires des atrocités commises au cours de cette « sale guerre ». Ce n'est pas de façon indifférente que j'inscris en premier les politiques, ceux qui ont détenu le pouvoir dans ces années-là : ils avaient en charge le destin de la France et son honneur, ils savaient ce qui se faisait en Algérie, ils couvraient les crimes, ils travestissaient la réalité. Près de 40 ans après la fin de cette guerre, la question de crimes contre l'humanité occupe le devant de la scène ; elle est posée pour la première fois dans des termes aussi nets, des plaintes en ce sens sont déposées ici et là-bas. Pour moi comme pour beaucoup de Français et d'Algériens, ce qui est étonnant c'est que l'on semble

découvrir l'ampleur et la nature de ces faits (on peut lire à ce sujet « Les crimes de l'armée française » de Vidal-Naquet, Ed. La Découverte). Qu'il s'agisse bien de crimes contre l'humanité ne fait pas de doute à mes yeux, même si au regard des précédents procès qui se sont tenus depuis la 2^{ème} guerre mondiale à ce titre, celui ou ceux auxquels pourrait donner lieu une telle procédure seraient inédits dans un pays « démocratique », ne serait-ce que parce qu'ils toucheraient à un conflit de décolonisation. Et pour ne rien dire des difficultés procéduraires annoncées.

Ma mémoire des « événements » est toujours bien là mais il me semble utile de mettre par écrit mes souvenirs, en me donnant pour objectif de ne retenir que ce qui a trait aux actes de violences dont j'ai été le témoin direct ou dont j'ai eu connaissance par des proches qui eux-mêmes en avaient été les témoins directs. Ces faits ne relèvent pas tous de la qualification de crimes contre l'humanité, d'après ce que j'en sais, mais pour n'en être pas un crime de guerre en interpelle-t-il moins notre conscience ? Dans cette affaire, selon moi, la question de la conscience vient en premier.

Bien sûr, ceux d'en face ont aussi leur propre travail de mémoire à faire mais c'est en tant que citoyen français que je me situe. C'est en tant que tel qu'il m'importe que dans mon pays nous regardions notre histoire avec lucidité et sincérité, que nous rendions collectivement justice à ceux qui ont souffert du fait de la politique de la France, Français et Algériens, sans nous couvrir inutilement de cendres mais sans fuir non plus ce qui fait mal. Ce me semble être une condition essentielle pour trouver enfin la paix, d'abord avec nous-mêmes ; il le faut aussi pour laisser à nos enfants et ceux de l'autre côté un terrain exempt de reproches, de ressentiments et de deuils impossibles. Je parle de ce à quoi j'ai été mêlé malgré moi, dont j'ai personnellement souffert, mais je n'oublie pas pour autant qu'il y eut d'autres guerres coloniales.

Premier souvenir, assez imprécis : les obsèques de conscrits oranais tombés dans une embuscade (?), en 1955 (?). Avec d'autres lycéens j'ai séché des cours et participé au cortège funèbre qui a traversé la ville jusqu'au cimetière Tamazaouët. Là, des personnes se sont adressées aux soldats qui encadraient la foule. Une femme en pleine hystérie criait : « Donnez-nous des armes ! ».

Ecole Normale d'Oran. En 1959 (?), un copain de la promotion suivant la mienne, Alain (?) A. (son cousin Serge était dans ma promotion) a été tué par un éclat de grenade lancée par un terroriste sur le marché de Perrégaux (Mohammedia). Il devait avoir 17 ou 18 ans. Ce fut un choc pour les Normaliens, mais je n'ai pas souvenir d'avoir entendu de mes camarades tenir des propos contre les Algériens à cette occasion.

1956-1957. Comme beaucoup de Normaliens je suivis une formation militaire préparatoire à l'école des officiers de Cherchell. C'était la Préparation militaire élémentaire (un an) suivie de la Préparation militaire supérieure (deux ans). La formation était assurée par des officiers et sous-officiers instructeurs, au camp Saint-Philippe, à Oran. J'en ai connu au moins deux qui m'ont laissé le souvenir d'hommes loyaux vis-à-vis de la République, et humains. J'y fus très sensible au moment du soulèvement des généraux ; c'est à des soldats comme

ceux-là que le pays doit de n'avoir pas basculé dans le fascisme à ce moment-là. D'autre part il arrivait qu'on croisât dans le camp des bonshommes des U.T. (Unités territoriales). Ils jouaient les gros-bras en racontant devant nous leurs « exploits » ; c'étaient des hommes frustes qui se vantaient de brutalités gratuites contre des populations des faubourgs algériens d'Oran, au cours d'opérations « de maintien de l'ordre » dans lesquelles on leur confiait quelque rôle subalterne. J'étais encore très attaché à l'Algérie française mais ces violences et ce cynisme me révoltaient. Cependant, je n'étais qu'un gamin de 17 ans et je me taisais.

1958. Lorsque je suis arrivé à l'Ecole Normale d'Alger-Bouzaréah, l'atmosphère était très tendue du fait d'un attentat l'année précédente (mitrillage de Normaliens devant l'Ecole) ; il y avait eu plusieurs victimes. Les Normaliens algérois, européens, exprimaient sans aucune retenue des propos racistes contre les Algériens. Leurs histoires contribuèrent à me faire voir autrement la réalité de ces « événements » d'Algérie comme on disait.

Cette même année, à Alger, j'eus des échos dans ma famille de ce qui se passait dans le bled. Deux de mes cousins appartenaient à la gendarmerie mobile et participaient à des opérations de combat. L'un d'eux raconta, au cours d'un repas, comment il s'était trouvé face à face avec un fellagha, comment ils s'étaient regardés aussi surpris l'un que l'autre, et comment il devait d'avoir survécu au fait qu'il avait tiré le premier. Ce que je supportais mal (de plus en plus mal) étaient les discours racistes et injurieux à l'encontre des Algériens en général. La pression était très forte dans le milieu familial algérois, je me sentais complètement isolé et je souffrais de me taire en écoutant ces propos. En fin de compte, j'évitai les réunions dominicales autant que je pouvais. Un jour, mon oncle m'apprit qu'on avait trouvé le matin le cadavre d'un Arabe entre deux voitures, en bas de l'immeuble. Cela faisait comme partie du paysage.

Oran, 1959-1960. Ma dernière année dans le cadre de l'Ecole normale. A l'automne, il y eut un mot d'ordre de grève générale des Européens lancé par les « Ultras » (bientôt l'OAS). L'école normale fut envahie par une bande d'excités qui nous firent un discours violent pour nous faire sortir et manifester. Un tiers environ des Normaliens suivirent, le prof de pédagogie et les autres ne bougèrent pas et notre cours se poursuivit. Nous nous préparions mentalement à être nommés dans une école du bled, à la rentrée suivante. Nos échanges portaient souvent sur des informations à ce sujet : quelle était la situation rencontrée sur le terrain par les nouveaux maîtres de la promo précédente (le nombre d'élèves était considérable, jusqu'à 60 par classe) ? Qu'est-ce que nous pouvions bien espérer en terme d'éloignement de chez nous ? Etc. Dans les écoles d'application d'Oran, nous avions en face de nous des enfants européens ou algériens, selon les écoles ; certains maîtres d'application étaient algériens (j'en eus un à Médioni, en compagnie de T., un élève-maître algérien). Jamais je n'ai entendu un des élèves-maîtres de l'école normale rechigner à l'idée d'aller instruire de petits Algériens, encore moins refuser un poste du bled.

1960-1961. Nommé à l'école de garçons de Kristel (commune de Saint-Cloud, aujourd'hui Gdyel). Le village algérien de la commune comptait environ 1500

habitants, dont 4 ou 5 Européens, plus les instituteurs. Là débuta véritablement ma connaissance de la guerre vue du côté du bled et des Algériens. Les premiers mois, jusqu'au printemps 61, je n'eus presque aucun contact avec des adultes algériens du lieu. C'était un peu le prolongement de ma vie oranaise, avec une résidence sur place en plus. Le village était dans un cul-de-sac, entre le djebel et la mer ; une route vers Oran, très accidentée, et une autre vers le chef-lieu de la commune, à travers une zone de parcours et de broussailles essentiellement. Le directeur et sa femme, avec leurs deux enfants, résidaient dans un logement de fonction à l'école. C'était un homme du Sud-Ouest, très jovial, qui s'était marié avec une jolie juive d'Oranie après y avoir accompli son service militaire. Il était resté en Algérie pour enseigner. Durant les récréations nous discutions ; dans ces occasions il racontait ses faits d'armes, sans se vanter mais sans grand recul non plus. Il évoquait comme une chose « normale » « les corvées de bois » dans le coin, pas très loin d'Oran, où était son unité. Pour la première fois j'entendis là prononcer cette expression et compris ce que ça voulait dire ; après les exécutions on cherchait à faire disparaître les types en les jetant dans des puits... A côté de ça il manifestait le plus grand souci de bien gérer son école, de faire progresser ses élèves aussi bien qu'il l'aurait fait dans une école du Périgord, et il connaissait très bien également les familles de ses élèves. Les gens du village lui témoignaient du respect et c'était partagé. Il me parla, plusieurs mois avant que je ne le rencontre, d'un instituteur algérien du village, A.K., comme d'un type exceptionnel. A.K. était en congé de maladie de longue durée. Il devait devenir un ami, un peu plus tard, lorsque nous fîmes connaissance.

En attendant, à l'automne 1960 je m'étais inscrit au Syndicat National des Instituteurs (le SNI) et j'allais une ou deux fois à des réunions à Oran. Pas plus parce que ces réunions étaient semi-clandestines et que bientôt, en 1961, avec la scission syndicale, la constitution de syndicats indépendants pro-Algérie française (S.I.O. à Oran), la délation et les menaces contre ceux qui étaient restés fidèles au SNI, les réunions devinrent dangereuses. J'allais de moins en moins souvent à Oran d'ailleurs, surtout à partir de la rentrée 1961.

Un soir du début 61, je constatai en contemplant la vie paisible du village à cette heure vespérale que jamais je ne pourrai accepter de tirer sur ces gens si j'étais appelé à l'armée. Je le dis à peu près dans ces termes, si j'ai bonne mémoire, à Hélène qui était à mes côtés.

Cette année-là, mon père fut victime d'un grave accident du travail en dégageant un train qui avait sauté sur une mine quelque part dans la région entre Tlemcen et Béni-Saf. J'appris la chose par les collègues qui venaient chaque jour d'Oran et qui l'avaient lu dans l'Echo d'Oran.

La situation se durcit à compter de l'automne 1961. L'OAS constituée commença sa politique de terreur contre les Algériens mais aussi contre ceux des Européens qui refusaient de suivre ses consignes et actions. A partir de là mes déplacements à Oran se raréfièrent encore plus. Je m'étais marié à Hélène, au printemps précédent, nous avions un bébé. Nous choisîmes de résider au village. Entre temps, nous nous étions liés d'amitié avec A.K., qui avait repris

son service. Par lui nous eûmes une information nouvelle et une vision en profondeur des gens du village, de leur histoire, de la guerre.

Depuis 1960-61, il est vrai, ma position par rapport à la guerre d'Algérie s'était précisée et affermie. Je reçus un certain temps l'Express auquel m'avait abonné, depuis la France, R.P., un ami normalien qui poursuivait ses études là-bas. Le journal, souvent saisi ou censuré, arrivait chez mes parents par la poste, sous enveloppe anonyme, mais c'était tout de même jouer avec le feu. Lorsqu'il y avait censure, la direction faisait parvenir aux abonnés les textes victimes des censeurs, si bien que j'apprenais beaucoup de choses sur cette guerre, des informations et des analyses que mes concitoyens d'Oran ne pouvaient avoir et, je pense, qui leur manquaient, qui leur avaient toujours manqué. En 1962, par la force des choses je ne renouvelai pas mon abonnement, mais à ce moment-là j'en savais déjà suffisamment sur le caractère de cette guerre.

Le frère d'Hélène, instituteur dans l'Ouarsenis, horrifié par la torture et l'exécution d'un ami algérien, instituteur comme lui dans le même coin, était passé dans le maquis de l'ALN et sa famille n'avait aucune nouvelle de lui. Hélène était profondément marquée par ce fait, elle aimait particulièrement ce grand-frère. Dans la famille, on évitait de parler de la chose, d'autant que les positions des uns et des autres n'étaient pas du même bord exactement, mais tous partageaient une angoisse sourde. Périodiquement, les gendarmes débarquaient à la maison, pensant tirer des vers du nez de la mère, mais la pauvre femme ne pouvait rien dire puisqu'elle ne savait pas où était son fils.

Le cessez-le-feu du 19 mars ouvrit une ère de violences accrues doublées d'une incertitude d'autant plus grande que la paix tant espérée pouvait apparaître comme à portée de main. En fait, les choses devinrent horribles. Pour les gens de Kristel, il n'était plus question de se rendre à Oran qui était pourtant leur débouché économique. J'eus les plus grandes peines du monde à persuader à une famille d'y faire hospitaliser un enfant (de mes élèves) qui risquait une gangrène. Il fut sans doute le dernier du village à s'y faire opérer avant l'indépendance.

Au village nous étions dans une situation d'abri relatif, puisque nous avions choisi notre camp. Le fait n'avait pas échappé à l'OAS. D'une part, au début, nous reçûmes la visite « désintéressée » de curieux « agents d'assurance » nous conseillant vivement de nous replier sur Oran, d'autre part l'organisation de l'OAS dans mon quartier fit savoir à mes parents que puisque j'étais resté avec les « bicots » cela signifiait que j'étais avec eux et donc je serais tué si je remettais les pieds dans le quartier. Quelque temps après, lorsque l'OAS prétendit recenser tous les jeunes gens en vue d'un enrôlement éventuel dans ses unités paramilitaires, mes parents expédièrent mon frère à Kristel, en l'y espérant en sécurité avec nous.

L'OAS tuait sans état d'âme les Européens qui lui désobéissaient : commerçants refusant « l'impôt révolutionnaire », industriels continuant de vendre des produits aux Algériens, instituteurs demeurés dans le bled (l'un fut assassiné dans sa classe dans le douar le plus proche de Kristel, en allant sur

Oran). Bien sûr, à partir de février-mars, les collègues d'Oran ne vinrent plus et les classes vaquèrent de fait. Nous avions tout le temps de commenter les événements. J'apprenais beaucoup sur ce qui s'était passé au village depuis le début de la guerre. Jamais il n'y eut un attentat mais de nombreux hommes de Kristel furent arrêtés pour collecte de fonds au profit du FLN, sur une dénonciation. Il y eut torture et pour finir exécutions en place publique. A.K me rapporta cette histoire ; je ne sais combien d'hommes furent ainsi tués devant les villageois, 40 d'après mes souvenirs de ma discussion avec A.K, mais un ami commun du village me donna le chiffre d'une vingtaine, beaucoup plus tard. Il est sûr qu'il y eut des victimes nombreuses dans des conditions qui avaient traumatisé les villageois.

Les harkis du village étaient regroupés et assez coupés du reste de la population ; leur chef était un gars assez haut en couleur. Autant que je sache, il n'y eut pas là d'exactions contre eux à l'indépendance mais je ne sais pas ce qu'ils devinrent à l'exception du chef justement qui se retrouva du côté de Toulouse.

Lorsque l'OAS resserra le blocus contre les centres algériens, la vie devint plus difficile pour les paysans et leurs familles. Il leur manquait un certain nombre de produits essentiels (semences agricoles, levain...). Il arrivait des réfugiés d'Oran, mais aussi des victimes d'agressions des commandos de l'OAS ou des bandes de jeunes Pieds-Noirs qui étaient souvent comme les véritables maîtres de la situation des quartiers, en ville. Je me souviens d'un homme qui avait été lardé de coups de couteaux et qui en avait par miracle réchappé. Pendant des mois il allait lentement dans les rues du village, récupérant avec peine.

J'appris je ne sais plus comment l'assassinat par le FLN d'un clochard qui était une figure dans la ville d'Oran. Il eût droit à une allocution funèbre d'un curé, citée dans l'Echo d'Oran. On l'appelait « Camembert ». J'avais souvenir de l'avoir entendu, quelques années avant, s'en prendre verbalement à un petit marchand algérien passant dans ma rue avec son âne. Avec le style emphatique qui l'avait rendu célèbre, il s'exclama : « Je vois un Arabe et un bourricot ! Lequel des deux est le plus bourricot ? » Est-ce cela qui lui valut d'être abattu ?

Depuis Kristel, certaines nuits, nous observions les éclairages des balles traçantes sur Oran où les forces de l'OAS lançaient des assauts contre les points tenus par l'armée française. J'ai connu quelqu'un qui s'y était trouvé comme soldat ; il en était revenu définitivement traumatisé. Dans la journée, il arrivait que des colonnes motorisées de gendarmes traversassent la ville en tirant en continu contre les façades des immeubles européens. Les gens étaient terrorisés.

En fait, si la situation apparaissait insupportable, ce n'était pas tant à cause d'une crainte de mourir –dans ce genre de situation de lutte on ne pense pas constamment à la mort possible, heureusement- mais à cause du sentiment d'absurdité qui se dégageait de ces atrocités et exactions sans fin, quotidiennement. Où cela menait-il ? Dans ces jours terribles, A.K. a écrit un poème où il dénonce « l'imbécile humanité ».

Je pense aujourd'hui que nous avons vécu ce que de très nombreuses autres populations ont vécu au cours de ce 20^{ème} siècle sanglant, à travers le monde. Il n'y avait pas de fatalité à cela et j'aurais tendance à incriminer d'abord la responsabilité de nos dirigeants politiques. Mais au-delà des responsabilités d'un tel chef de gouvernement ou ministre ou d'un tel officier, au-delà des responsabilités du système dans son ensemble, je perçois une responsabilité plus diffuse et plus essentielle : celle de chacun vis-à-vis de sa conscience et de celle de l'autre. Les choses ont-elles changé ? Ce qui fait toujours défaut aujourd'hui, je le crains, c'est le respect absolu de la conscience de l'autre et le respect non moins absolu de son intégrité physique. « Respect absolu » signifie refus total de toute forme de violence dans les rapports humains, et en premier dénonciation de la violence institutionnalisée. Cela signifie un effort permanent d'éducation familiale et sociale fondée sur ces valeurs. Peu importe que ces valeurs se fondent elles-mêmes sur un sentiment religieux ou non, elles sont sacrées pour tous. Aujourd'hui, l'intérêt d'un procès pour crime contre l'humanité à propos de la guerre d'Algérie ne serait pas tant de punir – beaucoup des responsables de cette tragédie sont déjà devant un autre juge – mais de rappeler fortement ces devoirs à chacun.

Bernard Zimmermann, mai 2001